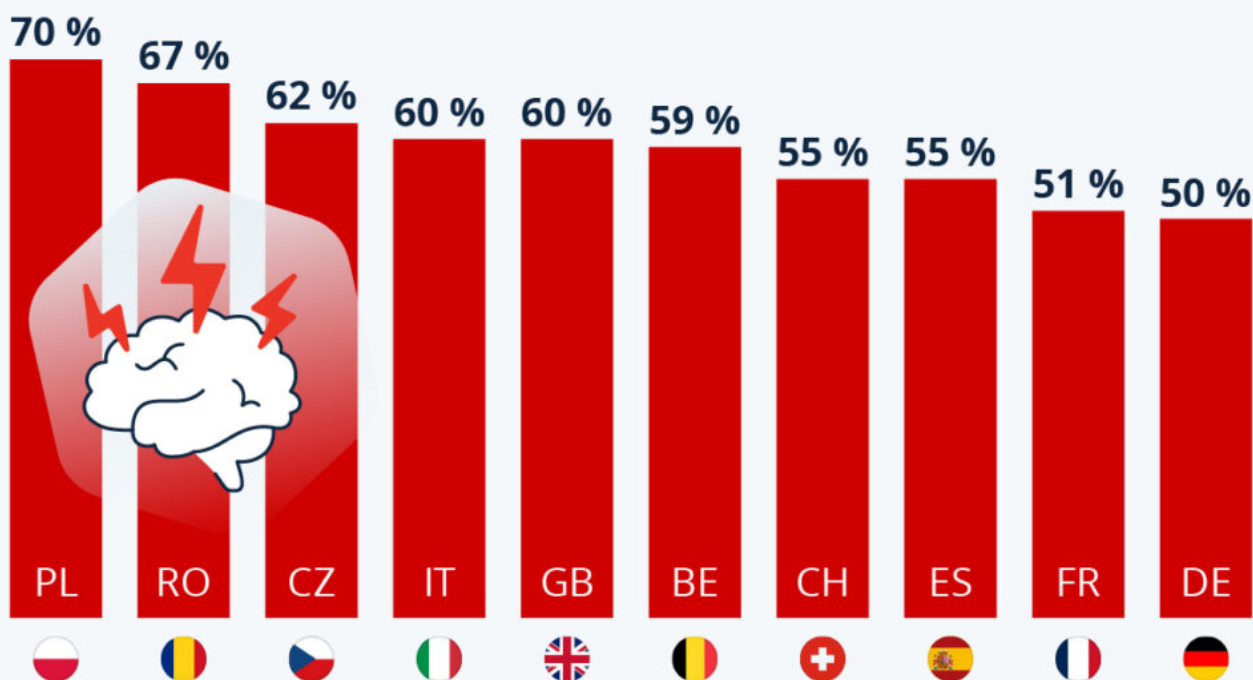


Burn-out : plus de la moitié des Européens concernés

Burn-out : plus de la moitié des Européens concernés

Part des répondants ayant vécu ou s'étant sentis au bord du burn-out dans une sélection de pays d'Europe en 2022



Base : 29 637 personnes (18-99 ans) interrogées dans 15 pays d'Europe en mars et avril 2022.

Burn-out : syndrome d'épuisement professionnel.

Source : STADA Health Report



Écrit par le 22 novembre 2024

Non reconnu en tant que maladie professionnelle au sens strict, le burn-out ou syndrome d'épuisement professionnel est un phénomène dont l'ampleur reste difficile à quantifier, car il n'existe pas de diagnostic « officiel » et de statistiques précises à ce sujet. En France, selon diverses études réalisées récemment (Institut de veille sanitaire, cabinets Empreinte Humaine et Technologia), de 30 000 à 3 millions de personnes seraient affectées par une forme plus ou moins grave de souffrance psychique au travail — et ces chiffres sont en hausse sur les dernières années.

Comme le suggère une [étude](#) du groupe pharmaceutique allemand Stada, l'exposition au burn-out concerne de près ou de loin de nombreux salariés en Europe. Ainsi, en 2022, plus de la moitié des répondants interrogés par l'enquête dans quinze pays européens ont affirmé avoir vécu ou s'être sentis au bord d'un burn-out. Comme le détaille notre infographie, la proportion de personnes exposées à ce phénomène variait d'environ la moitié des salariés en Allemagne et en France, à plus des deux tiers en Roumanie et en Pologne.

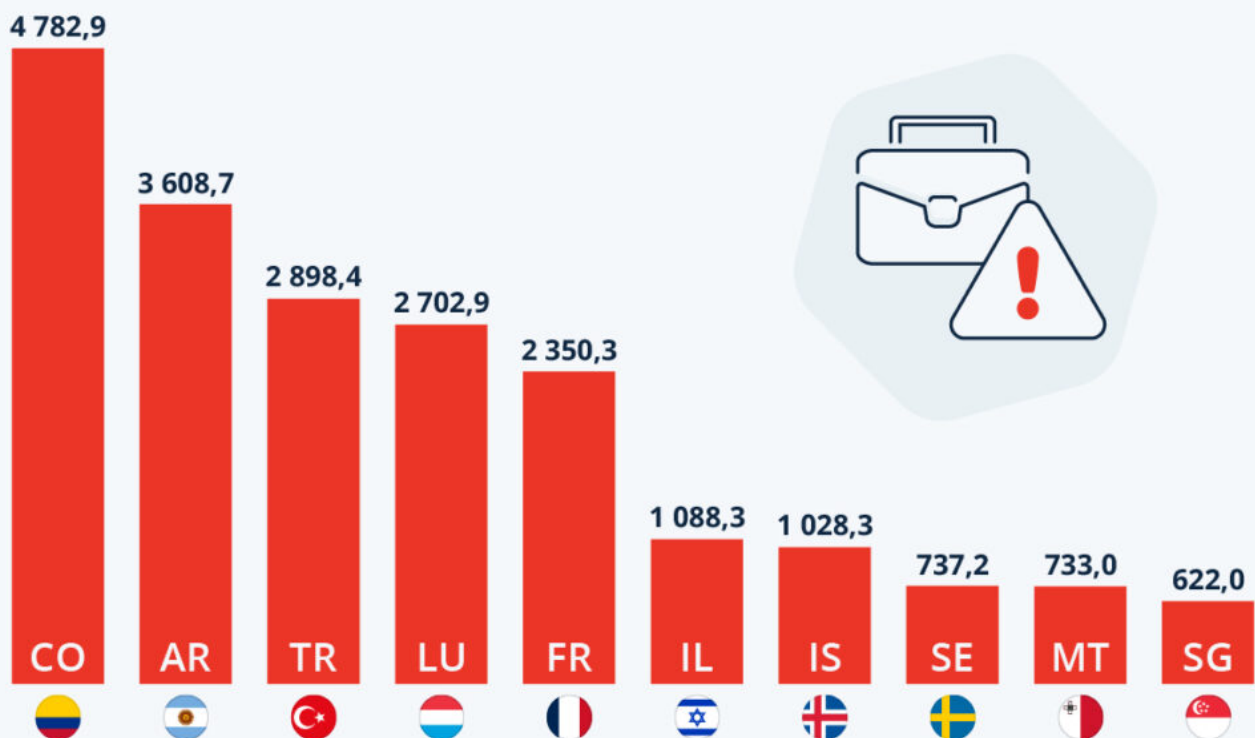
De Tristan Gaudiaut pour Statista

Accidents du travail : la France mauvaise élève

Écrit par le 22 novembre 2024

Accidents du travail : la France mauvaise élève

Nombre d'accidents du travail non mortels recensés
pour 100 000 travailleurs en 2023



Source : Organisation internationale du travail



statista

Le gouvernement cherche à revoir les règles des [arrêts maladie](#) dans la fonction publique. Parmi les mesures envisagées figure une extension du délai de carence chez les fonctionnaires de un à trois jours. Il serait alors aligné avec celui du secteur privé. Le gouvernement espère ainsi économiser 289 millions d'euros. Chez les fonctionnaires, le projet est décrié : après une journée de mobilisation le 29 octobre, les syndicats de la fonction public hospitalière ont appelé à la grève à partir du 4 novembre, et jusqu'au 21

Écrit par le 22 novembre 2024

décembre. L'allongement du délai de carence est également qualifié de fausse bonne idée, susceptible de réduire les arrêts courts au profit d'arrêts plus longs. L'exécutif envisage également de réduire l'indemnisation des arrêts maladie : un fonctionnaire en arrêt ne recevrait plus que 90 % de son salaire, contre 100 % à l'heure actuelle.

Le système français est pourtant déjà moins généreux que chez certains de nos voisins européens. En Allemagne, par exemple, les salariés en arrêt maladie touchent 100 % de leur salaire, et ce, jusqu'à six semaines, sans délai de carence. En matière de santé et de [sécurité au travail](#), la France ne fait pas non plus partie des meilleurs élèves européens. Comme le montre notre infographie, basée sur des [données](#) compilées par l'Organisation internationale du travail, la France a recensé un nombre important d'accidents du travail non mortels en 2023 : plus de 2 350 pour 100 000 travailleurs, soit plus de deux fois plus qu'en Islande, et presque quatre fois plus qu'à Singapour. Des 27 pays pour lesquels les données sont disponibles pour l'année 2023, seuls la Colombie, l'Argentine, la Turquie et le Luxembourg en avaient recensé plus. L'année précédente, seuls trois pays avaient comptabilisé plus d'accidents du travail non mortels que la France. Leur nombre était cependant moins important en 2023 que les trois années précédentes, au cours desquelles plus de 3 000 accidents du travail non mortels avaient été recensés en France pour 100 000 travailleurs.

De Valentine Fourreau pour Statista

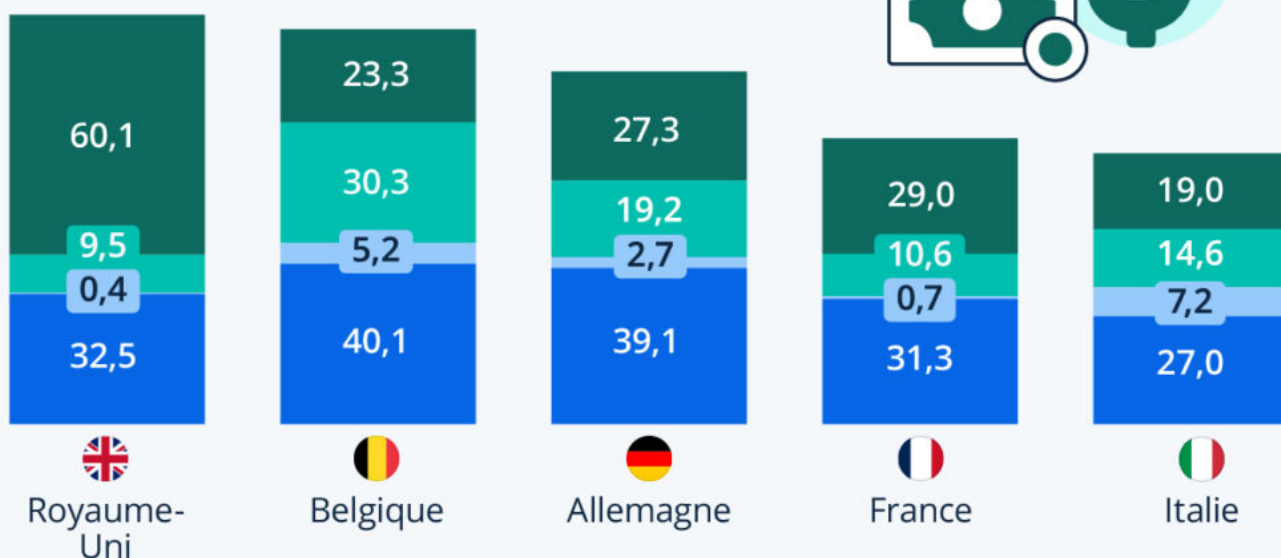
De quoi se compose le patrimoine financier des ménages en Europe ?

Écrit par le 22 novembre 2024

La composition du patrimoine financier des ménages

Structure du patrimoine financier des ménages en 2023, par pays (encours en milliers d'euros par habitant)*

- Assurance vie et fonds de pension
- Actions cotées et parts de fonds d'investissement
- Titres de créances
- Monnaie et dépôts



* Hors actions non cotées et autres participations. Sélection de pays d'Europe.

Source : Caisse des Dépôts et Consignations



statista

Instaurée en 1924 lors du premier Congrès international des caisses d'épargne, la Journée mondiale de l'épargne se tient chaque année le 31 octobre et a pour vocation de sensibiliser les populations aux bienfaits de l'épargne, qui représente un filet de sécurité économique pour les ménages face aux aléas de la vie et aux situations de crise. À cette occasion, nous nous sommes penchés sur la taille et la composition du patrimoine financier des ménages européens.

Écrit par le 22 novembre 2024

Comme le détaillent les [données](#) de la Caisse des dépôts et consignations reprises dans notre infographie, les actifs liquides (monnaie et dépôts) représentent la plus grande part du patrimoine financier des ménages en Europe, sauf au Royaume-Uni, où le poids des assurances vie et des fonds de pension est prépondérant (59 % du total en 2023). En France comme en Allemagne, les actifs liquides représentent près de la moitié (44 %) du patrimoine financier des ménages, suivis par les assurances vie et les fonds de pension (respectivement 40 % et 31 % dans ces deux pays). Au sein des pays étudiés, c'est en Belgique que le poids des actions et des parts de fonds d'investissement est le plus important dans le patrimoine financier des ménages (31 % en 2023).

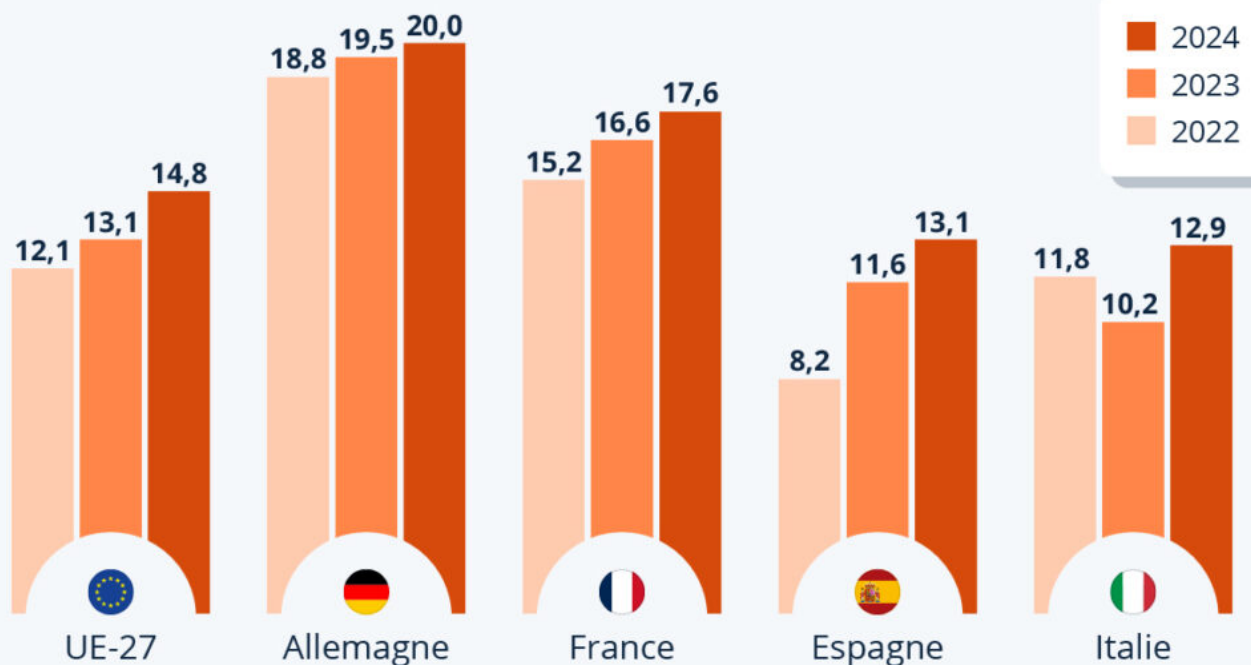
De Tristan Gaudiaut pour Statista

Les taux d'épargne des ménages remontent en Europe

Écrit par le 22 novembre 2024

Les taux d'épargne des ménages remontent en Europe

Taux d'épargne bruts des ménages dans les pays de l'UE, au deuxième trimestre des années indiquées (en %)*



* Épargne brute des ménages divisée par le revenu disponible brut. Épargne : partie du revenu disponible qui n'est pas dépensée sous forme de consommation finale.

Source : Eurostat



statista

Le taux d'[épargne des ménages](#) s'est redressé dans l'Union européenne (UE) au deuxième trimestre de l'année 2024, s'établissant en moyenne à 14,8 % du revenu disponible des ménages, contre 13,1 % au deuxième trimestre 2023, selon Eurostat. Comme le relève l'office chargé de l'information statistique européenne, il s'agit du taux d'épargne le plus élevé dans l'UE depuis le deuxième trimestre 2021 (15 %).

Écrit par le 22 novembre 2024

C'est en Allemagne et en Hongrie que les ménages épargnent le plus en proportion de leur revenu disponible, avec des taux d'épargne respectifs de 20,0 % et 24,6 % au deuxième trimestre 2024. En comparaison, ce chiffre s'élevait à 17,6 % en France, en progression d'un point de pourcentage sur un an, et à environ 13 % en Espagne et en Italie (+1,5 et +2,7 points respectivement depuis 2023).

De Tristan Gaudiaut pour Statista

À qui appartiennent les radios françaises ?

Écrit par le 22 novembre 2024

À qui appartiennent les radios françaises ?

Principaux groupes et groupement radiophoniques en France, selon la part d'audience en 2023 (en %)



Source : Arcom



Écrit par le 22 novembre 2024

Premier groupe radiophonique en France avec près de 30 % de part d'audience en 2023, Radio France exploite, entre autres, les stations France Inter, France Bleu, France Info, France Culture et Mouv'. Cela place le groupe gérant les stations de radio publiques loin devant les groupes M6 (RTL, RTL 2, Fun Radio) et NRJ (NRJ, Chérie FM, Nostalgie), qui cumulent respectivement autour de 18 % et 15 % de parts d'audience. En quatrième position des groupes radiophoniques français, on trouve Les Indés Radios (11 %), un groupement d'intérêt économique réunissant 129 radios thématiques indépendantes, dont chacune a une aire de diffusion locale ou régionale. Le groupe Lagardère News (Europe 1, Europe 2, RFM) complète le top 5 avec environ 7 % de part d'audience, suivi de RMC (environ 6 %), propriété de l'armateur français CMA CGM, via sa filiale CMA Audiovisual.

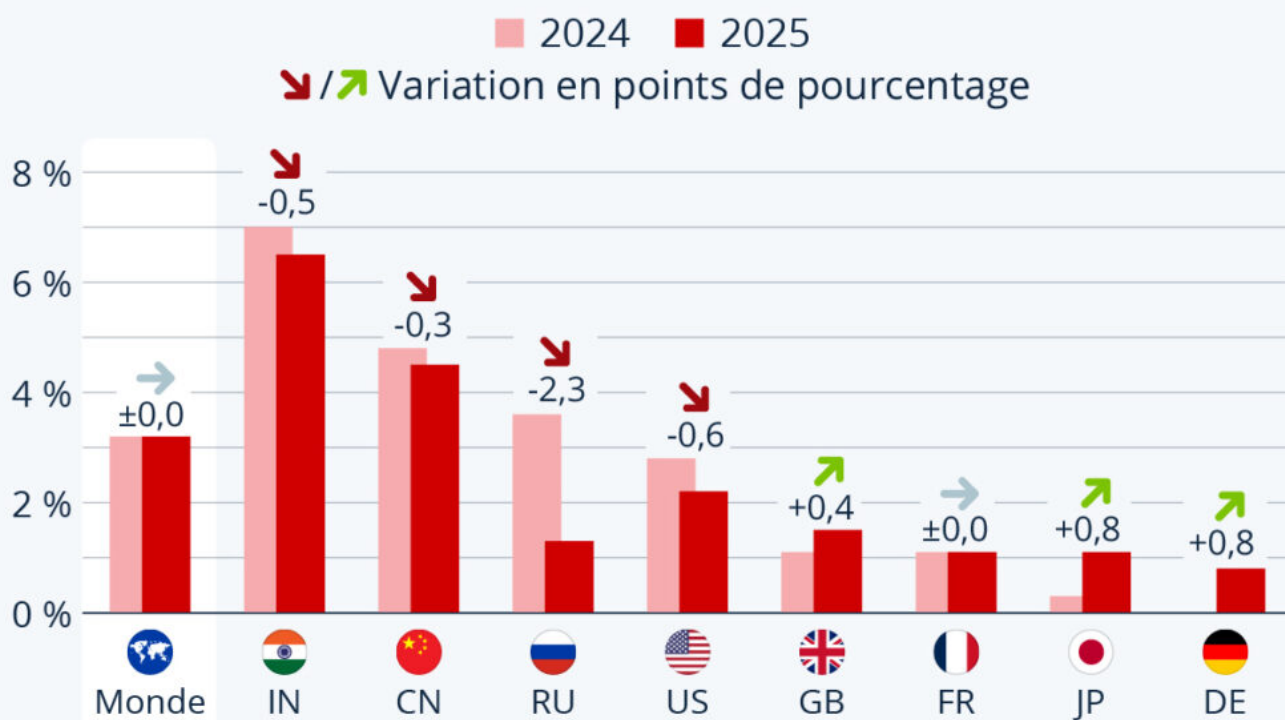
De Tristan Gaudiaut pour Statista

Économie mondiale : quelles perspectives d'ici à 2025 ?

Ecrit par le 22 novembre 2024

Les perspectives économiques mondiales d'ici à 2025

Prévisions de croissance annuelle du PIB réel pour une sélection de pays aux années indiquées



Prévisions en date d'octobre 2024

Source : Fonds monétaire international



Dans ses dernières [prévisions publiées en octobre](#), le Fonds monétaire international (FMI) s'attend à ce que la croissance économique mondiale reste stable, bien qu'insuffisante à court et à moyen terme selon elle. L'institution financière prévoit une croissance du PIB mondial d'environ 3 % par an en 2024 et en 2025. Si la croissance reste constante à l'échelle mondiale, les dynamiques sous-jacentes révèlent d'importants changements à la fois sectoriels et régionaux. Le FMI a également mis l'accent sur

Écrit par le 22 novembre 2024

l'incertitude élevée, les tensions géopolitiques, la volatilité des marchés financiers et les élections à venir, qui affectent la stabilité économique.

En ce qui concerne les plus grandes économies de la planète, le FMI a revu à la baisse sa prévision de croissance pour la Chine en 2024, la ramenant à 4,8 % (contre 5 % en juillet), en avertissant que le ralentissement du secteur immobilier risquait de s'aggraver dans le pays. L'organisation internationale table sur une croissance chinoise à 4,5 % l'an prochain. Pour son rival régional, l'Inde, elle a en revanche maintenu ses prévisions inchangées à 7 % de croissance cette année et à 6,5 % en 2025.

Pour l'économie américaine, le FMI a relevé de 2,6 % à 2,8 % sa prévision de croissance en 2024, principalement en raison d'une consommation plus importante que prévu. En 2025, l'institution table sur une croissance du PIB des États-Unis à 2,2 % (contre 1,9 % en juillet).

En Europe, l'Allemagne devrait enregistrer une croissance nulle en 2024, après avoir connu une légère récession en 2023. L'an prochain, Berlin devrait renouer avec une croissance limitée à 0,8 % d'après le FMI. À l'inverse, l'économie française reste stable, avec une croissance attendue à 1,1 % en 2024 et en 2025 (comme en 2023). Pour le Royaume-Uni, l'organisation est désormais plus optimiste qu'en juillet, puisqu'elle prévoit une hausse du PIB de 1,1 % en 2024 (contre 0,7 % auparavant). En 2025, il est attendu que le PIB britannique augmente de 1,5 %. Enfin, en Russie, le FMI s'attend à ce que l'économie progresse de 3,6 % en 2024 (contre 3,2 % en juillet). Mais l'institution a cependant réduit sa prévision de croissance pour l'an prochain de 1,5 % à 1,3 %, compte tenu des signes d'aggravation des problèmes économiques du pays.

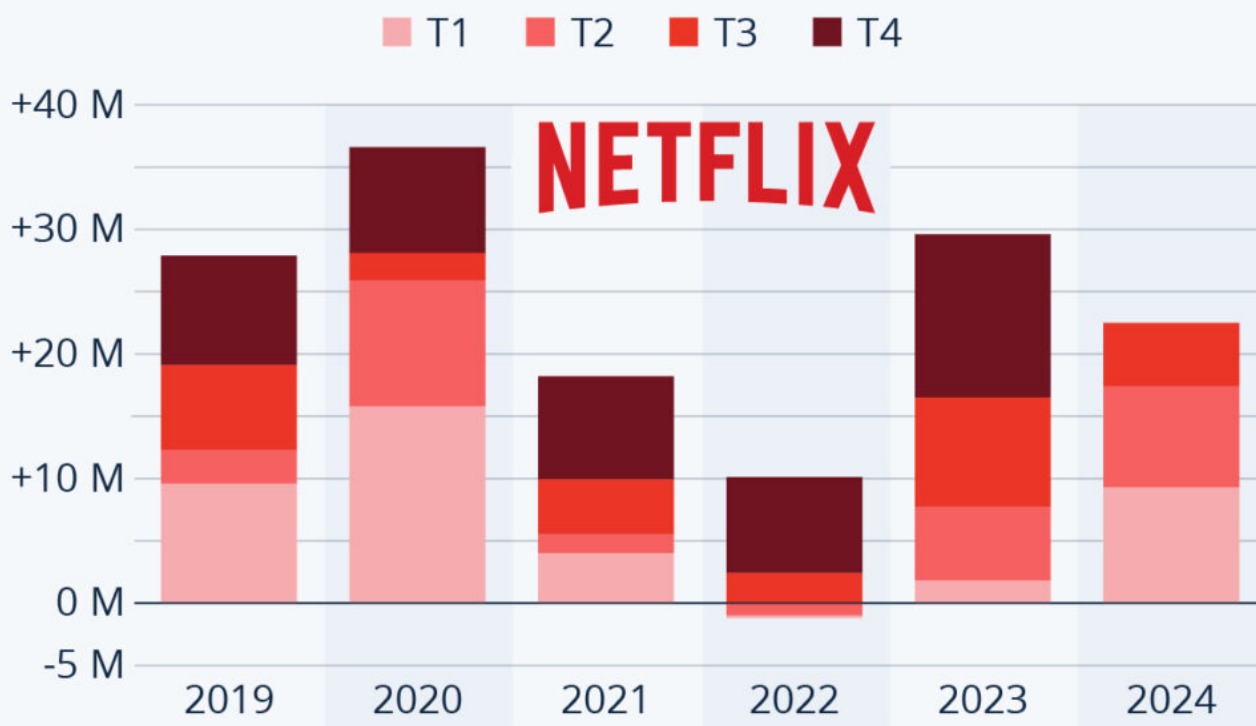
De Tristan Gaudiaut pour Statista

Netflix a engrangé plus de 22 millions d'abonnés en 2024, du jamais vu depuis 2020

Écrit par le 22 novembre 2024

Netflix a engrangé 22 millions d'abonnés en 2024

Variation nette du nombre d'abonnements payants à Netflix dans le monde, par trimestre



Source : Netflix



statista

Grâce à la sortie réussie de plusieurs productions originales, au succès de son offre d'abonnement avec publicité lancé en 2022 et à la répression renforcée contre le partage des mots de passe, Netflix connaît sa meilleure année depuis 2020 en matière de croissance d'abonnés. En effet, le géant du [streaming vidéo](#) a engrangé 22,4 millions d'abonnés supplémentaires dans le monde au cours des neuf premiers mois de 2024, soit 37 % de plus que le niveau à la même période l'an dernier (16,4 millions de nouveaux

Écrit par le 22 novembre 2024

abonnés entre janvier et septembre 2023). Après un premier semestre extrêmement solide (17,4 millions de nouveaux abonnés), Netflix a enregistré 5,1 millions d'abonnements supplémentaires de juillet à septembre, dépassant les prévisions qui tablaient sur 4,5 millions de nouveaux clients payants.

Au cours du troisième trimestre, le chiffre d'affaires de [Netflix](#) a augmenté de 15 % d'une année sur l'autre, principalement grâce à la croissance du nombre d'abonnés. Pour l'avenir, le service de vidéos à la demande s'attend à une croissance continue à deux chiffres de ses revenus. L'entreprise mise en effet sur la poursuite de l'élargissement de sa base d'utilisateurs et ambitionne d'accroître le revenu moyen par abonné, tout en développant son activité publicitaire encore naissante. La publicité « n'est pas encore un moteur de croissance important, mais elle devrait avoir une contribution plus significative en 2025 », a précisé le directeur financier de Netflix Spencer Neumann.

Au troisième trimestre, le nombre d'abonnés à la formule incluant de la publicité a bondi de 35 % par rapport au trimestre précédent. Dans l'ensemble, plus de la moitié des nouveaux abonnés dans les marchés éligibles ont choisi l'offre avec la publicité. « Nous sommes sur la bonne voie pour atteindre ce que nous pensons être le niveau critique d'abonnements avec pub pour les annonceurs dans tous les pays [où l'offre avec publicité est disponible] en 2025, créant ainsi une base solide à partir de laquelle nous pourrions continuer à augmenter nos clients publicitaires en 2026 et au-delà », a écrit l'entreprise dans une lettre aux actionnaires.

Vidéo à la demande : quels services dominent le marché ?

Netflix et Disney+ figurent, avec Amazon Prime Video, parmi les [services de streaming](#) les plus connus au monde. Cela se reflète dans les parts de marché des entreprises auxquelles ils appartiennent, ces dernières dominant le secteur de la vidéo à la demande dans les principaux marchés mondiaux.

En France, en 2023, [Netflix](#) était le leader du marché de la vidéo à la demande en ligne (services par contournement), à égalité avec Amazon Prime Video, selon les estimations des [Market Insights](#) de Statista. Les deux géants du streaming vidéo affichaient chacun une part de marché de 12 % dans le pays. Netflix détenait également l'une des plus grosses parts du marché aux États-Unis (14 %), en Allemagne (13 %) et Royaume-Uni (12 %), et Amazon Prime Video l'une des plus importantes au Japon (12 %) et en Allemagne (13 %). Au Royaume-Uni, en Allemagne et au Brésil, Disney+ se démarque également parmi les leaders du marché (part de marché comprise entre 13 et 14 %).

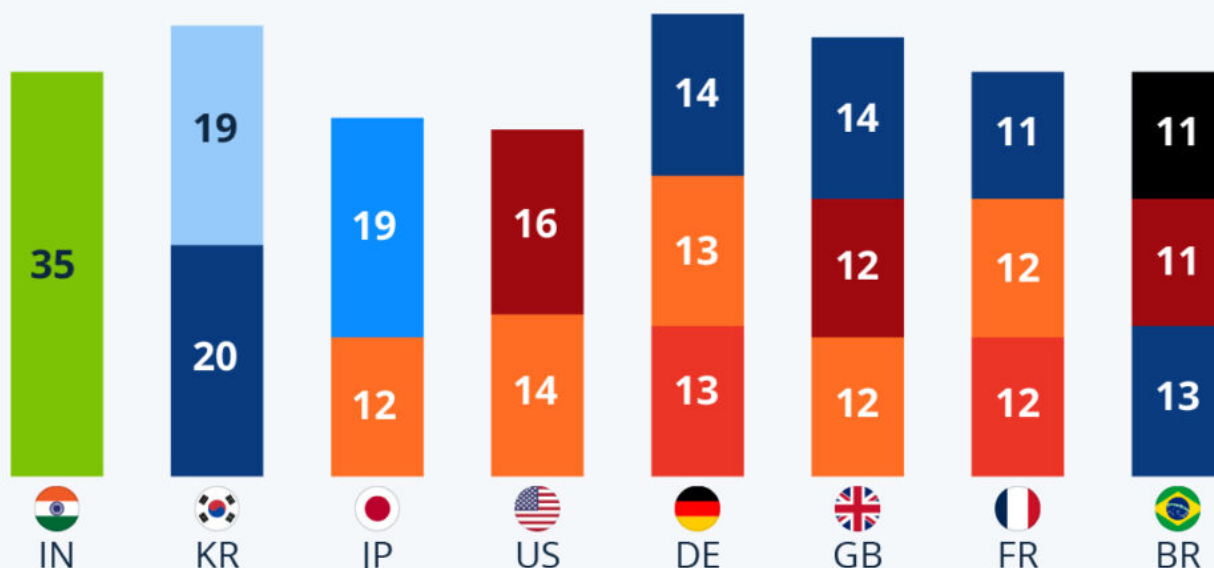
Le Japon, l'Inde et la Corée du Sud font figure d'exception dans cette comparaison internationale. Dans le pays du Soleil-Levant, TVer (19 %) occupe la position de leader des services par contournement loin devant Amazon Prime Video (12 %). En Inde, c'est Hotstar qui domine (35 %), mais ce dernier n'est différent de Disney+ que sur le papier. En effet, Hotstar a été créé en 2015, mais Disney a racheté ce fournisseur de streaming en 2019. Enfin, en Corée du Sud, Coupang Play et Disney+ font jeu égal, avec une part de marché respective d'environ 20 %.

Écrit par le 22 novembre 2024

Vidéo à la demande : quels services dominent le marché ?

Services par contournement (OTT) avec les parts de marché les plus élevées dans une sélection de pays en 2023 (en %)*

■ Hotstar
 ■ Coupang Play
 ■ Disney+
 ■ TVer
■ Amazon Prime Video
 ■ YouTube
 ■ Netflix
 ■ Pluto TV



* Principale(s) plateforme(s) par pays : part de marché unique ou combinée d'au moins 30 %.

Source : Statista Market Insights



statista

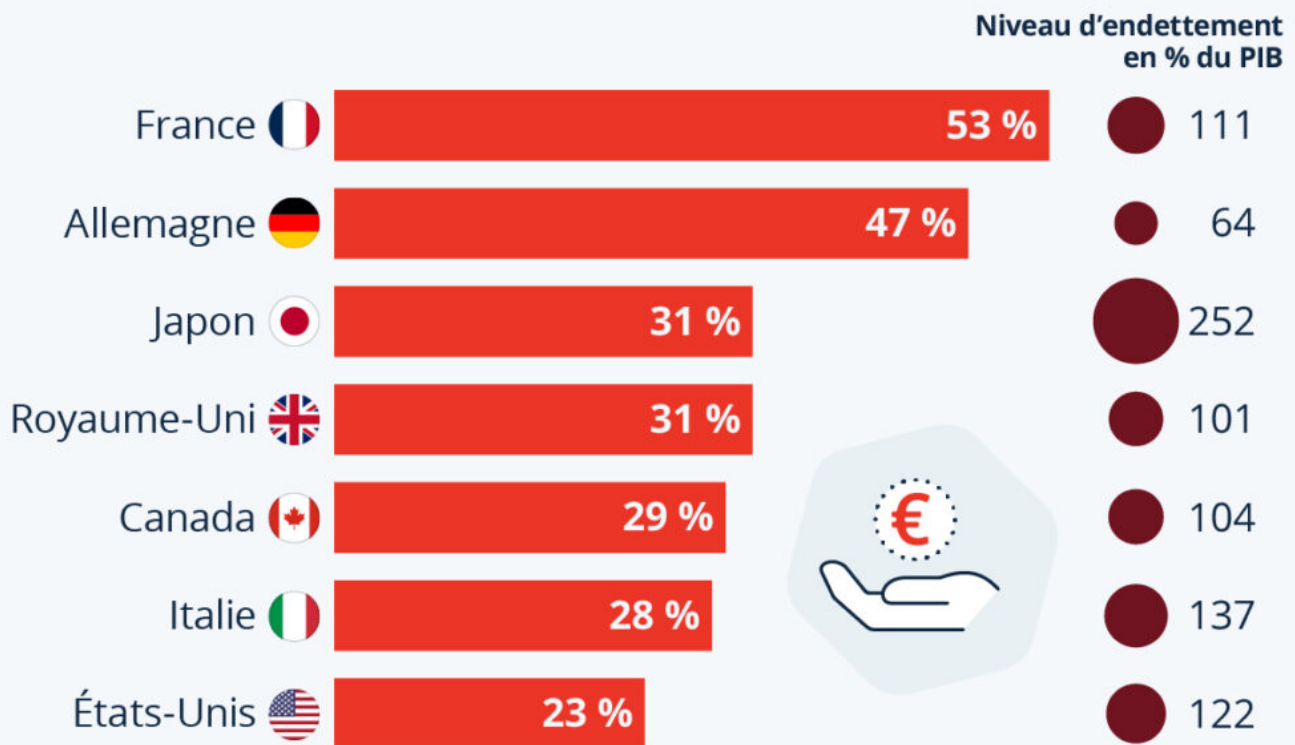
De Tristan Gaudiaut pour [Statista](https://www.statista.com)

Ecrit par le 22 novembre 2024

Plus de la moitié de la dette française est détenue à l'étranger

Plus de la moitié de la dette française est détenue à l'étranger

Part de la dette publique détenue par des investisseurs étrangers dans les pays du G7 à la fin de l'année 2023



Sources : Banque de France, Banque du Japon, ministères des Finances des pays respectifs, Eurostat, FMI



statista

Ecrit par le 22 novembre 2024

La dette publique française a continué de gonfler au deuxième trimestre 2024, s'établissant à 112 % du produit intérieur brut (PIB) en juin, contre près de 111 % du PIB en mars, a indiqué l'[Insee](#) fin septembre. La structure et l'origine du financement de la dette font partie des éléments importants qui permettent d'évaluer la fiabilité des financeurs de l'État. Dans ce contexte, nous nous sommes intéressés aux détenteurs de la [dette publique](#) de la France et d'autres grandes économies dans le monde. Quelle part de la dette est détenue hors des frontières du pays ?

D'après les [chiffres](#) de la Banque de France, 53 % de la dette française était détenue par des investisseurs étrangers à la fin de l'année 2023 (dans le détail : 23 % en zone euro et près de 30 % hors zone euro). Comme l'indique notre infographie, il s'agit de la valeur la plus élevée mesurée au sein des économies du G7. En comparaison, la part de la dette publique détenue à l'étranger s'élevait à 47 % en Allemagne à la même date, 31 % au Japon et au Royaume-Uni, 28 et 29 % respectivement en Italie et au Canada, ainsi qu'à 23 % aux États-Unis.

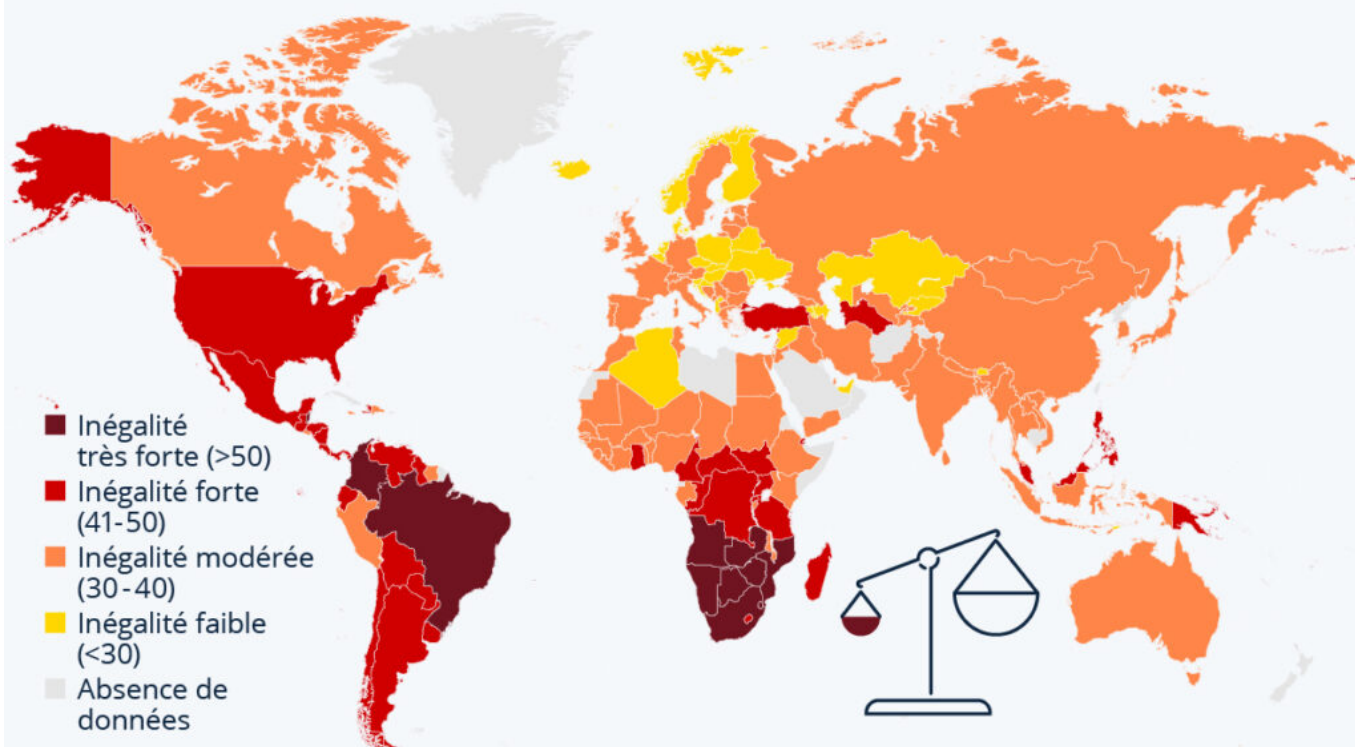
De Tristan Gaudiaut pour [Statista](#)

Les inégalités de revenus dans le monde

Écrit par le 22 novembre 2024

Les inégalités de revenus dans le monde

Niveau d'inégalité des revenus par pays, selon l'indice de Gini (0 = égalité parfaite ; 100 = inégalité totale)*



* Derniers indices de Gini disponibles par pays en septembre 2024.

Source : Banque mondiale - Plateforme Pauvreté et Inégalités (PIP)



statista

Le dernier [rapport](#) de la Banque mondiale sur la pauvreté et la prospérité partagée offre un aperçu de la pauvreté et des [inégalités de richesse dans le monde](#). Comme le rappelle l'organisation, « la répartition inégale des revenus, de la consommation, de la richesse ou des opportunités entre les différents groupes d'une société, est reconnue depuis longtemps comme un obstacle au développement durable ». Ainsi, des inégalités de revenus élevées peuvent « entraver la réduction de la pauvreté, freiner la croissance

Écrit par le 22 novembre 2024

économique, limiter l'accès aux opportunités économiques et éducatives pour les individus et réduire la cohésion sociale au sein d'un pays », tandis qu'à l'inverse, la réduction de ces inégalités est à même de « favoriser le développement du capital économique et humain ».

L'indice (ou coefficient) de Gini est une mesure statistique permettant de rendre compte de la répartition de la richesse (revenus, consommation, etc.) dans un pays : son échelle varie de 0 (égalité parfaite) à 100 (inégalité totale). Sur la base des dernières données disponibles pour chaque pays en septembre 2024, notre carte dresse un état des lieux des inégalités économiques au sein des populations à travers le monde. Au total, 49 pays présentent un indice de Gini supérieur à 40, c'est-à-dire traduisant de fortes inégalités. Les économies à fortes inégalités de revenus sont concentrées en Amérique latine et dans les Caraïbes, ainsi qu'en Afrique subsaharienne. Plus de 80 % des pays d'Amérique latine et des Caraïbes ont un indice de Gini supérieur à 40, la Colombie (55) et le Brésil (52) étant les pays les plus inégalitaires de la région. En Afrique subsaharienne, plus de la moitié des pays sont concernés, et les inégalités les plus fortes sont observées en Afrique australe - l'Afrique du Sud (indice de Gini de 63) et la Namibie (59) étant les pays les plus inégalitaires au monde sur la base de cet indicateur.

Les fortes inégalités de revenus sont plus fréquentes dans les pays à revenu faible et intermédiaire, ainsi que dans les pays en situation de fragilité politique et/ou touchés par des conflits. Ainsi, environ deux cinquièmes des pays à revenu intermédiaire et un tiers des pays à faible revenu présentent des niveaux d'inégalité élevés. En revanche, seule une poignée d'économies à revenu élevé affichent de fortes inégalités : le Chili, le Panama, les États-Unis et l'Uruguay.

À l'autre extrémité du spectre, l'indice de Gini est le plus faible dans les pays d'Europe du Nord, de l'Est et centrale. Le niveau d'inégalité des revenus le moins élevé au monde est mesuré en Slovaquie, en Slovénie et au Belarus (indice de Gini de 24), suivis par des pays comme les Pays-Bas, l'Islande ou encore la Tchéquie (indice de 26). Quant au coefficient de Gini de la France, il s'élevait à 32 en 2021, correspondant à une inégalité jugée modérée. À l'heure actuelle, la majorité de la population mondiale (5,6 milliards, soit 70 %) vit dans une économie où les inégalités sont considérées comme modérées, tandis qu'un nombre relativement peu élevé (609 millions, 8 %) vit dans des économies où les inégalités sont considérées comme plutôt faibles.

De Tristan Gaudiaut pour [Statista](#)